

Délibération n°2024\_12\_05\_4

Objet : Plan de mobilité 2032 - Montpellier Méditerranée Métropole - Avis sur le projet

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU JEUDI 5 DÉCEMBRE 2024**

L'an deux mille vingt quatre, le cinq décembre, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre 2024, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 21**

**Nombre de membres représentés : 7**

**Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE**

**Présents :**

Jean-Pierre RICO - Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Jean-Marc MALEK - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE - Brigitte RODRIGUEZ - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Francine BOYER - Fabrice IRANZO - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Patrick PASQUIER - Muriel POIJOL - Laurent TATON - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

**Absents représentés :**

Xavier MIRAULT pouvoir à Jocelyne TAVERNE - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Benoît DELTOUR pouvoir à Françoise BERTOUY - Romain CASAS-MATEU pouvoir à Brigitte RODRIGUEZ - Laurie BELTRA pouvoir à Maryline BENEDETTI - Quentin BOINET pouvoir à Olivier BOUDET - Peggy DE KERPOISSON pouvoir à Patrick PASQUIER

**Absent :**

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

---

**Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :**

**Le contexte**

Montpellier Méditerranée Métropole est l'autorité organisatrice de la mobilité (AOM). Le périmètre du ressort territorial correspond au périmètre de l'EPCI et regroupe 31 communes pour une population de 507 526

d'habitants. En tant qu'autorité organisatrice de la mobilité d'une agglomération de plus de 100 000 habitants, Montpellier Méditerranée Métropole doit élaborer un plan de mobilité (PDM), anciennement appelé plan de déplacements urbains (PDU), à l'échelle de son ressort territorial. Le code des transports indique que « le plan de mobilité détermine les principes régissant l'organisation de la mobilité des personnes et du transport des marchandises, la circulation et le stationnement dans le ressort territorial de l'autorité organisatrice de la mobilité. Il est élaboré par cette dernière en tenant compte de la diversité des composantes du territoire ainsi que des besoins de la population, en lien avec les collectivités territoriales limitrophes. » (extrait de l'article L1214-1).

La Communauté d'Agglomération de Montpellier avait approuvé le Plan de Déplacements Urbains 2010-2020 le 19 juillet 2012. Puis, devenue Métropole, elle a initié sa révision par délibération le 17 mai 2017. Cependant, l'évolution du contexte réglementaire avec la promulgation de la Loi d'Orientation sur les Mobilités du 26 décembre 2019, l'évolution des comportements de déplacements sous les effets des crises sanitaires et énergétiques, ainsi que les ambitions environnementales nationales (stratégie nationale bas carbone), régionales (SRADDET) et locales (PCAET, SCoT, PLUi) qui se sont renforcées ont conduit à relancer la procédure de révision du PDU par l'élaboration du nouveau Plan de Mobilité. Ainsi, lors du Conseil Métropole du 1er février 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a enclenché la démarche d'élaboration du Plan de Mobilité, en même temps qu'elle approuvait l'évaluation du PDU 2010-2020.

Plus récemment, la loi « SERM » du 27 décembre 2023 pose par ailleurs, le cadre nécessaire au développement d'ici dix ans de plusieurs réseaux de Service Express Régional Métropolitain (SERM) parmi lesquels figure le SERM Montpellier Méditerranée labélisé en juin 2024. Cette offre multimodale de services de transports en commun publics s'appuiera prioritairement sur le déploiement de cars express, de lignes à haut niveau de service, de réseaux cyclables et sur le renforcement de la desserte ferroviaire.

Vu l'article L.1214-2 et suivants du Code des transports ;

Considérant le Code des transports, article L 1214-3, portant obligation à l'établissement public de coopération intercommunale d'un plan de mobilité dans les ressorts territoriaux des autorités organisatrices de la mobilité inclus dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 221-2 du code de l'environnement ou recoupant celles-ci,

Considérant le Code des transports, et notamment l'article L 1214-14, portant obligation à l'autorité compétente pour l'organisation de la mobilité sur le territoire qu'il couvre, d'associer à l'élaboration du plan de mobilité, les services de l'Etat, les régions, les départements, les gestionnaires d'infrastructures de transports localisées dans le périmètre du plan et, le cas échéant, le président de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16 du code de l'urbanisme; et de consulter à leur demande, les représentants des professions et des usagers des transports ainsi que des associations de personnes handicapées ou dont la mobilité est réduite, les chambres de commerce et d'industrie et les associations agréées de protection de l'environnement mentionnées à l'article L. 141-1 du code de l'environnement,

Considérant le Code des transports, et notamment l'article L 1214-15, portant obligation de l'autorité organisatrice de la mobilité d'arrêter le projet de Plan de Mobilité et de le transmettre pour avis, notamment, aux conseils municipaux,

Considérant le Code des transports, et notamment l'article R 1214-4, portant le délai dont disposent les collectivités publiques mentionnées à l'article L. 1214-15 pour donner leur avis sur le projet de plan de mobilité à trois mois à compter de la transmission du projet et considérant que l'avis qui n'est pas donné dans ce délai est réputé favorable.

Le plan de mobilité s'inscrit en compatibilité avec d'autres documents cadre du territoire :

- Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) adopté le 30 juin 2022 et en cours de modification depuis le 9 février 2023 pour intégrer les orientations de la loi Climat et Résilience,
- Le schéma de cohérence territoriale (SCoT) approuvé en 2019,

- Le plan de protection de l'atmosphère (PPA) porté par l'Etat sur l'aire

Le SCoT ainsi que le PPA donnent des orientations en matière d'articulation urbanisme - transport et de lutte contre la pollution atmosphérique et d'amélioration de la qualité de l'air.

Le Plan de Mobilité prend en compte par ailleurs le plan climat-air-énergie et solidaire (PCAETs) approuvé par le Conseil métropolitain du 2 février 2023, et s'inscrit en cohérence avec la stratégie biodiversité de Montpellier Méditerranée Métropole soumise au vote lors du conseil métropolitain du 8 octobre 2024. Le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi 2034) soumis également au vote lors de ce même conseil métropolitain a été construit concomitamment au PDM et est donc cohérent avec le Plan de Mobilité 2032.

## Le processus d'élaboration

Dès le début du mandat, l'ensemble des sujets mobilités ont été investigués par les élus afin de concevoir une politique publique de mobilité ambitieuse et cohérente avec les besoins de déplacements sur le territoire. La conception du Réseau Express Vélo a été réalisée grâce à un partenariat étroit avec les Maires afin d'identifier les itinéraires privilégiés des vélolignes qui maillent les villes, villages, polarités économiques et équipements de la Métropole. En conformité avec la Loi d'Orientation des Mobilités, la mise en place de la Zone à Faible Emission a reposé sur un important travail partenarial, croisant les caractéristiques du système de mobilité, les besoins du monde économique et l'enjeu majeur de santé publique qu'est la pollution atmosphérique. Au côté de ces démarches, les mesures encourageant les usagers du territoire à moins se déplacer en voiture individuelle ont été mises en œuvre de manière volontariste avec l'aide financière universelle à l'achat d'un Vélo à Assistance Electrique, l'incitation financière au covoiturage garantissant la gratuité pour le passager, et, mesure phare de ce mandat, la mise en œuvre de la gratuité des transports collectifs. Les actions liées aux mobilités ont été régulièrement partagées avec les Maires lors des Rencontres Territoriales, et un focus particulier a été fait sur le Plan de Mobilité lors du lancement de la démarche en 2021 puis de sa finalisation en 2024. Parallèlement au travail avec les élus du territoire et la phase de concertation avec le grand public, la Métropole a tenu plusieurs réunions de travail avec les autres acteurs de la mobilité et les territoires voisins. Ces échanges en bilatéral ou de manière collective ont permis de construire un projet cohérent avec les besoins du grand bassin de mobilité. Le partenariat tissé lors de la conception du Schéma directeur de l'étoile multimodale montpellieraine a été le socle de la candidature pour obtenir le label de Service Express Régional Métropolitain en Juin 2024. Les partenaires institutionnels seront également sollicités pour émettre un avis sur le document arrêté. Leur avis sera joint au dossier soumis à l'enquête publique.

Considérant la délibération M2024-369 du 08 octobre 2024 du Conseil métropolitain, arrétant le projet de plan de mobilité métropolitain ci -annexée,

## Un PDM pour organiser la transition énergétique et solidaire des mobilités

Deux piliers structurent le Plan de Mobilité 2021 à 2032 dans une démarche de transition écologique et solidaire conforme à la trajectoire suivie par la Métropole pour l'ensemble de sa planification :

### 1<sup>er</sup> pilier : Une mobilité universelle

L'accès à la mobilité est à considérer comme un droit pour chacun quel que soit son âge, sa condition physique, ses moyens financiers, son statut social, son lieu d'habitation. L'accès à la mobilité ne doit pas créer de fracture sociale ou territoriale. Les enjeux portent donc sur l'inclusion sociale, l'équité et le dynamisme économique.

Deux volets principaux constituent ce pilier :

- **Garantir une mobilité pour tous, facteur de lien social**

Il s'agit de gommer la fracture liée aux moyens financiers. La Métropole affiche une ambition forte sur ce sujet pour réduire le coût des déplacements et inciter à l'usage des modes alternatifs à la « voiture solo ». La gratuité du réseau de transports collectifs pour tous les habitants de la Métropole est à ce titre une mesure phare. Pour que cette mesure soit pleinement efficace, le réseau de transports collectifs doit être facilement accessible et la desserte des quartiers de la politique de la ville est à traiter de manière privilégiée.

Il s'agit également de gommer la fracture liée aux capacités physiques et cognitives qui vont au-delà du handicap et touchent des usagers qui ont plus de difficulté à se mouvoir, à utiliser et manipuler les outils des mobilités (plan, fiches horaires, application...) ou mener des recherches pour connaître les différentes offres de mobilité. La Métropole prend en compte les différentes difficultés que peuvent rencontrer certains publics et s'attache à mettre en œuvre des actions pour les accompagner.

- **Proposer des solutions de mobilités équitables sur l'ensemble du territoire**

Il s'agit d'offrir des mobilités alternatives dans la logique « du bon mode au bon endroit au bon moment ». Cette logique guide les choix de la Métropole pour offrir plusieurs solutions de déplacements répondant aux différents besoins dans le temps (offre adaptée aux besoins dans la journée, sur la semaine ou selon la saisonnalité des événements) et dans l'espace (secteur émetteur ou générateur de déplacements).

L'aménagement du territoire, en favorisant la mixité des fonctions (logement, emploi, service, loisirs) dans les villages, villes et quartiers est également un levier majeur à actionner pour faciliter les mobilités au quotidien.

## **2ème pilier : Une mobilité sobre et décarbonée**

- **Réduire l'empreinte environnementale de la mobilité**

La mobilité a suivi la tendance contemporaine de croissance et de consommation : les ménages sont de plus en plus équipés, avec des véhicules de plus en plus grands, et leurs déplacements portent sur de plus longues distances du fait de la hausse des vitesses liée au développement des réseaux routiers et de l'étalement urbain. Sur le grand bassin de vie, cette tendance est accrue par la forte croissance démographique. Infléchir voire renverser cette tendance est donc une nécessité.

Le projet de mobilité est ainsi un facteur clé pour la transition écologique, énergétique et solidaire du territoire. Il est conçu pour limiter l'empreinte environnementale sur la qualité de l'air; l'ambiance acoustique, les niveaux d'émissions des gaz à effet de serre, la biodiversité et l'imperméabilisation des sols. L'ensemble de ces éléments ayant une influence plus ou moins directe sur la santé de la population, la Métropole agit pour faciliter et rendre accessibles des déplacements à moindre impact environnemental.

- **Améliorer le cadre de vie grâce à des centralités apaisées et respirables**

Au-delà de la réduction globale de l'empreinte environnementale, une attention spécifique doit être portée aux centralités urbaines. En effet, limiter les nuisances dans les zones les plus densément peuplées est un objectif majeur pour l'amélioration de la santé publique.

L'ambition du projet de mobilité est de participer à un cercle vertueux où la qualité des aménagements et des services dans les centralités urbaines crée des lieux de vie conviviaux où il est plus plaisant de se déplacer à pied ou à vélo plutôt qu'en voiture.

- **Optimiser les infrastructures existantes en améliorant le partage de l'espace public entre les différents modes (voyageurs et marchandises)**

Dans une dynamique de sobriété environnementale et financière, l'organisation des mobilités doit avant tout s'appuyer sur les réseaux existants en leur donnant une fonction multimodale. Les nouvelles infrastructures nécessaires pour le système de mobilité métropolitain seront limitées aux maillons manquants historiquement pour assurer les fonctions de contournement intercommunal.



Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à la majorité.

Pour : 25

Contre : 3

Philippe CATTIN-VIDAL, Peggy DE KERPOISSON, Patrick PASQUIER

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,  
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 9 décembre 2024

Le Maire,  
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.

**La concrétisation du projet est conditionnée par :**

- La faisabilité financière du projet  
Le projet est conçu sur une période de 12 ans (2021-2032), sur laquelle une enveloppe financière soutenable a été cadrée. La faisabilité financière devra être régulièrement vérifiée pour garantir la cohérence entre l'évolution du budget métropolitain et le coût des mesures. Le suivi doit porter tant sur le volet de l'investissement que sur le volet de l'exploitation.
- La fédération des habitants autour du projet de transition des mobilités  
L'efficacité du projet ne sera garantie que s'il est compris et accepté par les usagers. La concertation sur les projets, la sensibilisation et l'accompagnement des habitants comme des professionnels dans l'évolution des pratiques de mobilité sont essentielles pour assurer un alignement avec les ambitions métropolitaines.

**De nouvelles coopérations à bâtir avec les acteurs de la mobilité et de l'aménagement durable du territoire**

Parmi les objectifs que le plan de mobilité vise à assurer, certains ont à voir avec les compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, comme le développement des transports en commun urbains, le développement du réseau cyclable, du covoiturage. D'autres objectifs, tels que le développement des transports ferroviaires, l'organisation du stationnement ou l'amélioration de l'usage du réseau de voirie, relèvent de la compétence d'autres collectivités et d'autres acteurs.

En tant que pilote de l'élaboration et de la mise en œuvre du PDM, Montpellier Méditerranée Métropole est amené à agir avec les compétences d'autres partenaires et doit bâtir des coopérations avec l'ensemble des acteurs de la mobilité et de l'aménagement.

Ce projet de Plan de Mobilité guide notre politique publique en s'ouvrant vers les territoires voisins et se projetant à plus long terme.

Considérant les attentes et préoccupations de la commune de Pérols concernant notamment les connexions et accès vers l'aéroport et le littoral ;

Considérant les pièces constitutives du projet de plan de mobilité transmises via le lien suivant : <https://cloud.ville-perols.fr.owncloud01.ovea.com/index.php/s/YrQ4Acf8HbqkBk>

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Émettre un avis favorable sur le projet de Plan de Mobilité arrêté par le Conseil Métropolitain. Cet avis sera porté à la connaissance du public dans le cadre de l'enquête publique ;
- Émettre le vœu que le plan de mobilité prenne en compte les relations avec l'agglomération de l'Étang de l'Or en ce qui concerne les flux entre Pérols et l'aéroport et sa zone d'activités ainsi que l'accès au littoral en demandant la reprise des travaux de la voie verte (Véloligne 4a) et la mise en sécurité de la nouvelle passerelle avec notamment un éclairage approprié et un passage piétons et vélos sécurisé ;
- Émettre le vœu que le plan de mobilité prenne en compte la position de la commune de Pérols vis à vis de l'application problématique de la Zone à Faibles Émissions (ZFE) dans sa version initiale au regard des conséquences identifiées pour la commune et les administrés.